

AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : EUR 46/055/2007 (Public)
Bulletin n° : 228
ÉFAI
24 novembre 2007

Russie. Un défenseur des droits humains et des journalistes ont été frappés en Ingouchie

Amnesty International est consternée et indignée par l'attaque dont viennent d'être victimes un défenseur des droits humains et des membres des médias dans la République de l'Ingouchie, dans le sud de la Russie.

Selon le Centre russe "Mémorial" de défense des droits humains, dans la nuit du 23 au 24 novembre, Oleg Orlov, président de Mémorial, ainsi qu'Artem Vyssotski, Karen Sakhinov et Stanislav Goriachikh, trois journalistes de la chaîne de télévision russe REN TV, ont été réveillés et emmenés par des hommes armés portant une cagoule et une tenue de camouflage, alors qu'ils se trouvaient dans un hôtel à Nazran. Les hommes armés ont pris tout ce qui appartenait à Oleg Orlov, Artem Vyssotski, Karen Sakhinov et Stanislav Goriachikh, y compris leurs ordinateurs, leur argent, leurs carnets de notes, leurs vêtements et leurs téléphones portables, et leur ont mis un sac en plastique sur la tête en menaçant de les abattre. Les quatre hommes ont alors été conduits dans un endroit inconnu où ils ont été frappés ; ils ont été abandonnés là deux heures plus tard. Comme ils n'avaient pas eu le temps de mettre leurs chaussures avant de quitter l'hôtel, ils ont dû marcher pieds nus jusqu'au poste de police le plus proche, dans le village de Nesterovskaïa, où ils ont demandé de l'aide.

Selon l'agence de presse russe Interfax, des sources policières auraient indiqué que l'enlèvement était le fait de « militaires ».

Le 24 novembre dans la matinée, les quatre hommes ont fait état à la police de Nazran de leur enlèvement et des mauvais traitements qu'ils avaient subis. Le médecin qui les a examinés au poste de police a recommandé l'hospitalisation immédiate d'Artem Vyssotski. Cependant, les policiers ne l'ont pas laissé partir et n'ont autorisé les trois journalistes à quitter le poste de police que vers 13 heures. Oleg Orlov a quant à lui pu quitter le poste vers 11h30.

Selon des défenseurs des droits humains à Nazran, l'objectif de cette opération était sans doute d'empêcher les médias d'assister à une manifestation qui devait avoir lieu ce jour-là à Nazran. Un membre du personnel de Mémorial à Nazran a indiqué à Amnesty International qu'un policier était venu dans les bureaux de l'organisation dans la journée. Il s'était excusé pour les mauvais traitements infligés au président de l'organisation en expliquant que les hommes armés ne savaient pas qui était Oleg Orlov. Amnesty International n'a pas eu connaissance de telles excuses au sujet des trois journalistes.

« Le gouvernement russe doit faire en sorte qu'une enquête soit immédiatement menée sur l'enlèvement et les brutalités dont ont été victimes le défenseur des droits humains Oleg Orlov et les trois journalistes et veiller à ce que les personnes soupçonnées d'être responsables de ces violations soient déférées à la justice », a déclaré Amnesty International.

L'organisation a appris que les personnes qui s'étaient réunies à Nazran pour manifester contre les autorités locales et les actes répressifs des forces de l'ordre, disparitions forcées, homicides illégaux, torture et mauvais traitements, auraient été elles aussi maltraitées.

Des manifestants ont indiqué qu'un détachement de la police chargée des opérations spéciales (OMON) avait tiré au-dessus de la tête des manifestants et frappé plusieurs d'entre eux à coups de matraque ; certains manifestants auraient jeté des pierres et des œufs sur les policiers. Un manifestant a indiqué à

Amnesty International que seules 70 à 80 personnes participaient à cette manifestation et que les policiers étaient bien plus nombreux. La police a arrêté et emmené au poste de police plusieurs jeunes hommes.

« Il faut que les autorités russes et ingouches mènent sans attendre une enquête impartiale, indépendante et exhaustive pour déterminer s'il a été fait usage d'une force excessive contre les manifestants », a ajouté l'organisation.

Amnesty International tient également à ce que les mécanismes du Conseil de l'Europe et des Nations unies soumettent ces événements aux autorités russes et suivent de près toute enquête menée sur cette affaire.

« Les autorités russes et ingouches doivent mettre fin immédiatement aux violations des droits humains et enquêter efficacement sur toute allégation de tels agissements. »

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. site : <http://www.amnesty.org>